

# La liberté de la presse en 2003

Le bilan dressé par Reporters sans frontières

**N**ous publions ci-dessous le bilan 2003 de Reporters sans frontières. À cette longue et tragique énumération, il convient d'ajouter les attaques, censures et surtout les morts de 2004, à commencer par ceux qui ont été tués en Irak. Depuis le début de la guerre, en mars 2003, 41 journalistes et collaborateurs des médias y ont trouvé la mort. À ce jour, nous sommes toujours sans nouvelles des journalistes Georges Chesnot et Christian Malbrunot et de leur chauffeur Mohammed al-Joundi, kidnappés le 20 août dernier (Ndlr).

## Tendances générales

Tous les indicateurs des atteintes à la liberté de la presse en 2003 sont au rouge. Si le nombre d'agressions et de menaces est quasiment identique à l'an passé, les autres violations de la liberté de la presse sont en très nette augmentation par rapport à l'année 2002, et globalement depuis 2001.

Le nombre de journalistes tués (42) est le plus élevé depuis 1995 (49 journalistes tués, dont 22 en Algérie). L'énorme déploiement militaire et la couverture médiatique sans précédent de la guerre en Irak n'y sont pas étrangers. Mais un constat plus global et particulièrement préoccupant s'impose : couvrir une guerre devient de plus en plus dangereux pour les journalistes. Le risque imprévisible des attentats qui s'ajoute aux dangers traditionnels de la guerre, des armements toujours plus perfectionnés face auxquels même la formation et la protection des journalistes sont inefficaces, des belligérants qui se soucient plus de remporter la « bataille des images » que de respecter la sécurité du personnel médiatique : autant de facteurs qui

augmentent les risques du reportage de guerre. En relation avec la violence des conflits, mais pas seulement, le nombre de journalistes agressés et menacés plafonne à un niveau très élevé, légèrement supérieur à celui de 2002.

Le nombre de journalistes interpellés et de médias censurés atteint des records en 2003. L'augmentation constante des atteintes à la liberté de la presse depuis 2001 est, sans aucun doute, liée à la lutte contre le terrorisme et aux lois antiterroristes adoptées dans certains pays après les attentats du 11 septembre. Cette nouvelle donne géopolitique a rompu avec la tendance à la baisse constatée entre 1999 et 2000.

Foyer de tensions internationales et de la violence terroriste, le **Moyen-Orient** fait figure de lanterne rouge de la liberté de la presse cette année. Avec la guerre en Irak et la poursuite du conflit israélo-palestinien, c'est au Moyen-Orient que l'on déplore en 2003 le plus grand nombre de journalistes tués (16), ex æquo avec l'**Asie**, pourtant infiniment plus peuplée. La presse arabe continue d'étouffer sous le poids de régimes répressifs et sclérosés (Arabie saoudite, Syrie) ou de démocraties de façade (Jordanie, Yémen, Autorité palestinienne), tandis qu'au Liban, longtemps le seul havre de liberté pour les médias, le mépris du droit inquiète de plus en plus. Au **Maghreb** et en **Iran**, l'expression d'une opinion ou la publication d'une caricature conduisent en prison. En **Asie**, la presse souffre toujours des mêmes maux : une violence endémique (au Bangladesh), des arrestations très nombreuses (au Népal) et la censure (en Chine ou en Birmanie). L'Asie reste un continent où il a été éminemment dangereux de travailler comme journaliste en 2003 (16 tués). C'est également la plus grande prison

### Reporters sans frontières, une association reconnue d'utilité publique

Alors que plus d'un tiers de la population mondiale vit dans un pays où il n'existe aucune liberté de la presse, Reporters sans frontières œuvre au quotidien pour que l'information reprenne ses droits.

En 2003, 42 professionnels des médias ont perdu la vie alors qu'ils travaillaient pour nous informer. Actuellement, plus de 130 journalistes sont emprisonnés dans le monde pour avoir simplement voulu exercer leur métier. Au Népal, en Érythrée ou en Chine, un journaliste peut passer plusieurs années en prison pour un mot ou une photo. Parce qu'emprisonner ou tuer un journaliste, c'est éliminer un témoin essentiel et menacer le droit de chacun à l'information, Reporters sans frontières mène son combat depuis près de 20 ans.

<http://www.rsf.org> Mèl : [presse@rsf.org](mailto:presse@rsf.org)

Ce texte est publié avec l'aimable autorisation de Reporters sans frontières.

au monde pour les journalistes, les cyberdissidents et les internautes.

En **Amérique latine**, les atteintes à la liberté de la presse ont été relativement stationnaires par rapport à 2002, à l'exception notoire de Cuba où les principales figures de la presse indépendante sont emprisonnées. En revanche, en **Asie centrale**, la situation de la liberté de la presse s'est nettement détériorée. Sur le **continent africain**, la tendance générale est à la dégradation des conditions d'exercice du métier de journaliste, y compris dans des pays jusque-là cités en exemples comme le Niger ou le Sénégal. Cette dégradation, qui a frappé la presse locale et la presse internationale, est liée à la guerre et aux conflits internes, mais également à la fossilisation de certains régimes autoritaires comme le Zimbabwe de Robert Mugabe.

Enfin, la situation reste satisfaisante dans les pays de l'**Union européenne (UE)**, à l'exception notable de l'Italie, où le conflit d'intérêts de Silvio Berlusconi, à la fois chef de l'exécutif et propriétaire d'un véritable empire médiatique, continue de représenter une menace pour le pluralisme de l'information. Dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, les journalistes sont confrontés à des législations draconiennes et archaïques en matière de diffamation. Malgré cela, les dix pays qui intégreront l'UE le 1<sup>er</sup> mai 2004 ont respecté la liberté de la presse. La situation reste en revanche instable en Serbie-Monténégro, où la censure a été de mise après l'assassinat du Premier ministre, Zoran Djindjic, et en Roumanie, où les journalistes enquêtant sur des affaires de corruption ou critiquant le parti au pouvoir rencontrent des difficultés croissantes.

### 2003, une année meurtrière pour la liberté de la presse

Le **Moyen-Orient** aura été en 2003 la zone la plus meurtrière pour les journalistes. Quatorze journalistes et collaborateurs des médias ont perdu la vie et une quinzaine ont été blessés en couvrant la guerre et l'après-guerre en **Irak**. L'armée américaine peut être tenue pour responsable de la mort d'au moins cinq journalistes, mais, dans aucun de ces cas, une enquête digne de ce nom n'est venue éclairer les circonstances de ces drames. Au troisième jour du conflit, deux journalistes travaillant pour la chaîne britannique ITN, le cameraman français Frédéric Nérac et l'interprète libanais Hussein Othman, ont mystérieusement disparu. Au total, six journalistes ont disparu en 2003 (en Irak, en Russie, en Inde, en République démocratique du Congo et au Mexique).

Dans les **Territoires palestiniens**, l'armée israélienne a tué deux cameramen. Aucune sanction n'a été prise jusqu'à ce jour contre les auteurs des tirs, même si, pour la première fois, l'armée israélienne a été contrainte

Pays	Journalistes tués en 2003
Birmanie	1
Brésil	2
Cambodge	1
Colombie	4
Côte-d'Ivoire	2
Guatemala	1
Inde	3
Indonésie	2
Irak	14
Iran	1
Népal	2
Philippines	7
Territoires palestiniens	2
<b>Total</b>	<b>42</b>

d'ouvrir une enquête sur la mort du réalisateur britannique de films documentaires James Miller. L'année 2003 a été la plus dangereuse pour les journalistes **philippins** depuis 1987. Ils sont au nombre de sept à avoir été tués, après avoir dénoncé la corruption et les mafias locales. Au **Népal** et en **Indonésie**, deux journalistes ont été tués. En **Inde**, les journalistes assassinés sont au nombre de trois. Parmi eux, le directeur d'une agence de presse locale a été tué dans son bureau au Cachemire.

En **Iran**, la photographe irano-canadienne Zahra Kazemi est assassinée en juillet. Interpellée alors qu'elle réalisait un reportage sur les étudiants détenus dans la sinistre prison d'Evin (Téhéran) après les grandes manifestations de juin, Zahra Kazemi est morte lors de sa garde à vue. Après avoir dans un premier temps essayé d'étouffer l'affaire, les autorités bloquent aujourd'hui le déroulement du procès.

Deux journalistes ont été assassinés en **Côte-d'Ivoire** cette année. Depuis septembre 2002 et le début de la guerre, les conditions de travail des journalistes ivoiriens et étrangers, accusés de complicité avec les rebelles et fréquemment désignés à la vindicte populaire par les médias proches du pouvoir, sont très difficiles. Un journaliste ivoirien et un journaliste étranger, Jean Hélène, correspondant de Radio France Internationale (RFI) à Abidjan, ont été tués en 2003.

En **Colombie**, où la guerre civile fait rage depuis quarante ans, quatre journalistes ont été tués pour avoir dénoncé la corruption des élus, voire leur collusion avec les groupes armés. Avec une moyenne de quatre journalistes tués par an au cours des dix dernières années, la Colombie peut être considérée comme l'un des endroits les plus dangereux du monde pour les professionnels de la presse. Une situation extrême qui s'explique par la totale impunité dont jouissent les assassins des journalistes. Dans certaines régions sous contrôle des groupes armés (les départements d'Arauca, Nariño, Santander), la population n'a plus aucun accès à une information libre et fiable.

## Toujours plus de journalistes interpellés

Au 1<sup>er</sup> janvier 2004, au moins 124 journalistes étaient emprisonnés à travers le monde pour leurs opinions ou en raison de leurs activités professionnelles. Le chiffre des journalistes interpellés est en augmentation constante depuis 2001 (489 en 2001, 692 en 2002, 766 en 2003). Les pays où l'on emprisonne le plus les journalistes sont **Cuba** (30), la **Birmanie** (17), l'**Érythrée** (14) et l'**Iran** (11).

À **Cuba**, Fidel Castro a profité de la concentration des regards sur l'Irak pour franchir une nouvelle étape dans la répression et faire emprisonner les figures les plus importantes de la presse indépendante de l'île. En mars, 27 journalistes ont été arrêtés lors d'une rafle dans les rangs de la dissidence, puis condamnés, lors de procès de type stalinien, à des peines allant de 14 à 27 ans de prison. Parmi eux, Ricardo González, directeur de la revue *De Cuba* et correspondant de Reporters sans frontières, et le poète et directeur de Cuba Press, Raúl Rivero, condamnés à 20 ans d'emprisonnement. Ces arrestations portent à trente le nombre de journalistes sous les verrous à Cuba.

La **Birmanie** est depuis de nombreuses années le pays d'Asie où le plus grand nombre de journalistes sont emprisonnés (17) pour leurs écrits en faveur de la démocratie. Un journaliste sportif arrêté en 2003 a été condamné à mort. Le rapporteur spécial des Nations unies pour la Birmanie a dénoncé, après une visite en 2003 dans la prison d'Insein (Rangoon), l'« enfer » des centres de détention birmanes. Au **Népal**, la fin du cessez-le-feu en août a entraîné une nouvelle vague d'arrestations de journalistes promaoïstes ou soupçonnés de l'être. En 2003, plus de quarante d'entre eux ont été détenus, souvent au secret, et maltraités par les forces de sécurité.

L'**Érythrée** est la plus grande geôle du continent africain pour les journalistes : 14 d'entre eux y sont toujours emprisonnés et aucune information ne filtre sur le lieu et les conditions de leur détention. Depuis 2001, seule la presse officielle a le droit de paraître.

En **Iran**, la justice aux mains des conservateurs emprisonne sans retenue les journalistes, notamment ceux travaillant pour la presse réformatrice, par ailleurs très active. Au moins une cinquantaine d'entre eux ont été interpellés, plus que l'an passé. La majorité a été jugée lors de procès à huis clos et certains ont été placés en isolement pendant plusieurs mois. En **Syrie**, fait révélateur de la difficulté de mettre en œuvre des réformes, le correspondant du journal panarabe *Al-Hayat* a passé plusieurs mois en détention pour avoir évoqué les préparatifs de la guerre en Irak. Cette incarcération « préventive » a résonné comme une mise en garde adressée à l'ensemble des journalistes syriens, étroitement surveillés par le pouvoir.

Pour la première fois depuis 1995, une peine de prison ferme a été prononcée en **Algérie** contre un journaliste, finalement commuée en une forte amende. Le **Maroc** a emprisonné en 2003 deux journalistes, renvoyant la situation de la liberté de la presse à plusieurs années en arrière. Le directeur de publication Ali Lmrabet a été condamné à trois ans de prison pour des caricatures et une interview sur le Sahara occidental ayant déplu au roi Mohammed VI. Un autre journaliste est emprisonné au titre de la loi antiterroriste votée en 2003.

En **Russie**, pour la première fois depuis la chute de l'URSS en 1991, un journaliste a été condamné à un an de travaux forcés pour une affaire de diffamation. L'année 2003 a été particulièrement difficile pour les journalistes du **Bélarus**, où trois d'entre eux purgeaient encore des peines de travaux forcés pour « insulte au président ». Au **Kazakhstan** et en **Ouzbékistan**, deux journalistes et défenseurs de la liberté de la presse sont emprisonnés et victimes de campagnes de dénigrement par les autorités.

Malgré des réformes de grande ampleur, adoptées dans la perspective de l'adhésion de la **Turquie** à l'Union européenne, les journalistes critiquant le gouvernement ou l'armée, ainsi que les journalistes pro-kurdes, sont toujours soumis, dans la pratique, à des poursuites judiciaires abusives. Quatorze journalistes ont été interpellés en 2003 et au moins cinq sont actuellement incarcérés pour avoir exprimé leurs opinions dans le cadre de leur activité professionnelle.

## Un nombre important d'agressions et de menaces

Le nombre de journalistes agressés et menacés est stationnaire par rapport à 2002, mais à un niveau très élevé.

Aucune amélioration n'a été constatée en 2003 au **Bangladesh**. Plus de 200 journalistes ont été agressés ou menacés de mort par des militants politiques, des extrémistes religieux ou les mafias locales. Face à cette violence endémique, l'inaction des autorités encourage la récidive. En **Afghanistan**, deux journalistes condamnés à mort par une fatwa suite à la publication d'un article sur la laïcité ont été contraints de fuir le pays.

En **Haïti**, les journalistes sont victimes d'agressions à répétition et de menaces de la part des partisans du président Jean-Bertrand Aristide. Le gouvernement couvre les agresseurs et, bien souvent, est lui-même l'instigateur de ces violences. L'impunité n'a pas battu en retraite : après l'enquête sur l'assassinat de Brignol Lindor (tué le 3 décembre 2001), celle sur l'assassinat de Jean Dominique (tué le 3 avril 2000) s'est conclue cette année sans que les commanditaires soient désignés. Nombre de journalistes haïtiens continuent de prendre le chemin de l'exil.

Au **Venezuela**, 93 agressions de journalistes ont été recensées, principalement lors de la fin de la grande grève contre le président Hugo Chávez, en janvier et février. La plupart sont imputables aux partisans du président qui dénoncent le parti pris antichaviste des grands médias. Au **Guatemala**, la campagne pour l'élection présidentielle s'est accompagnée d'une multiplication des agressions contre la presse, liées essentiellement à la candidature polémique de l'ancien dictateur Ríos Montt. En **Bolivie**, et dans une moindre mesure au **Pérou**, la presse a été victime du climat de contestation. Lors de la répression des émeutes qui ont conduit au départ du président bolivien Sánchez de Lozada, plusieurs médias et journalistes ont été attaqués ou menacés.

Enfin, le nombre de journalistes agressés continue d'augmenter de manière alarmante en **Ukraine**. En **Russie**, il reste très élevé avec 18 agressions. Ces violences touchent en particulier les reporters qui enquêtent, en province, sur des affaires de corruption impliquant des autorités locales.

### La censure, une valeur qui monte

2003 a vu une forte augmentation de la censure à travers le monde. C'est encore une fois en Asie que le plus grand nombre de médias ont été bâillonnés.

En **Chine**, le paysage médiatique est en pleine révolution. Le gouvernement ferme les journaux déficitaires et de nouveaux groupes de presse se créent. Mais la censure veille quand il s'agit de sujets sensibles : la dissidence, la corruption, l'épidémie de Sras et du sida font partie des sujets sur lesquels les autorités ne tolèrent que les mensonges officiels. La **Birmanie** a le triste privilège d'être l'un des rares pays au monde à pratiquer la censure préalable. La junte militaire a renforcé cette année le contrôle des médias après l'arrestation du prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi. Nul média n'a pu mentionner cet événement, ni la crise bancaire qu'a traversée le pays. Dans le Pacifique, le roi des îles **Tonga** s'est illustré en interdisant le seul bihebdomadaire indépendant *Tami o' Tonga*.

Il est alarmant de constater une certaine recrudescence de la censure sur le continent africain. Plusieurs pays ont recommencé à saisir des journaux, interdire des radios, etc. Au **Zimbabwe**, le *Daily News*, unique quotidien indépendant du pays, a été fermé mi-septembre. Le régime vieillissant de Robert Mugabe a fait expulser le dernier correspondant étranger en 2003, faisant de ce pays une terre inaccessible pour les médias internationaux.

Au **Gabon**, le président Omar Bongo, au pouvoir depuis 1967, a resserré l'étau sur la presse indépendante. Le rachat progressif des journaux indépendants par le clan présidentiel est en passe de créer une presse gabonaise

monocolore. Au **Rwanda**, l'unique journal indépendant a été saisi à trois reprises en 2003. Depuis 2001, la presse privée n'existe plus en **Érythrée** où les autorités se moquent des pressions de la communauté internationale. Enfin, au **Swaziland**, des journalistes sont régulièrement suspendus pour avoir critiqué le roi, et le gouvernement contrôle étroitement toute l'information, publique et privée.

En **Iran**, la censure est sévère. La presse réformatrice est étroitement contrôlée lorsqu'elle aborde des sujets comme l'affaire Kazemi ou la signature du protocole sur le nucléaire. Treize journaux ont été suspendus pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans par le juge Saïd Mortazavi de Téhéran, grand censeur de la presse iranienne. En **Algérie**, les autorités ont harcelé des journaux privés, les empêchant de paraître pendant plusieurs semaines. Alors que démarrait très tôt la campagne pour l'élection présidentielle d'avril 2004, les autorités n'ont pas hésité à expulser plusieurs correspondants de la presse française dans l'espoir de les empêcher de couvrir la libération des dirigeants historiques du Front islamique du salut (FIS).

Au **Moyen-Orient**, la couverture de la guerre en Irak a été révélatrice du fort niveau de censure, mais surtout d'autocensure de la presse arabe. Au **Yémen**, en **Syrie**, en **Palestine**, la capture de Saddam Hussein, par exemple, n'a été que très timidement et partiellement relayée par les agences de presse gouvernementales. En **Syrie**, l'unique journal indépendant, l'hebdomadaire satirique *Addomari*, a été définitivement suspendu après des mois de harcèlement administratif. Malgré l'apparition de débats impensables il y a quelques années dans la presse locale, l'**Arabie saoudite** demeure le royaume de la censure. En **Jordanie**, les prises de capitaux du gouvernement dans les médias et la surveillance fréquente, dans les imprimeries, du contenu des journaux, contredisent les déclarations officielles en faveur de la liberté de la presse. Au **Liban**, où les intérêts politiques et médiatiques se télescopent, la chaîne de télévision privée New Television (NTV), connue pour ses critiques à l'égard du gouvernement, a vu plusieurs de ses émissions interdites.

Au **Turkménistan**, le pays le plus répressif de l'ex-URSS, la censure est totale et les médias ont pour seule fonction de vanter les mérites du président Nyazov. En **Ouzbékistan**, malgré l'abolition de la censure officielle en 2001, les médias ne peuvent aborder que les sujets autorisés. Pendant la guerre en Irak, les autorités ont interrompu la diffusion de la télévision russe, en désaccord avec la position pro-américaine du pays. Au **Bélarus**, le régime d'Alexandre Loukachenko a suspendu ou empêché de paraître plus de dix journaux indépendants et interdit à la télévision russe NTV de travailler sur son territoire. De nombreux régimes abusent de la lutte légitime contre le terrorisme pour maintenir la presse en liberté

surveillée. C'est notamment le cas en **Tunisie**, où presse privée rime avec presse docile, et au **Maroc** où la loi antiterroriste limite sévèrement le traitement de la vie politique. En **Irak**, le gouvernement provisoire a interdit à la chaîne satellite Al-Arabiya d'opérer dans le pays, l'accusant d'« inciter à la violence » par la diffusion d'enregistrements sonores attribués à Saddam Hussein et à des groupes armés irakiens combattant les troupes américaines.

En **Colombie**, la loi antiterroriste adoptée en 2003 menace le secret des sources. Elle donne des pouvoirs de police judiciaire à l'armée, qui peut ainsi effectuer des écoutes téléphoniques, des perquisitions et des interceptions de courrier sans mandat. Ainsi, depuis l'arrivée du président Alvaro Uribe Velez au pouvoir en 2002, le gouvernement apparaît de plus en plus comme une menace potentielle pour la presse. En **Espagne**, la lutte contre l'organisation terroriste basque ETA a égratigné la liberté de la presse. « Mesure préventive », présentée comme provisoire, la fermeture du journal en langue basque *Euskaldunon Egunkaria*, a en réalité duré presque toute l'année.

### La liberté de la presse victime des conflits

Outre la guerre en Irak, les autres conflits armés de la planète ont également mis la liberté de la presse à rude épreuve.

Une couverture indépendante de la guerre en **Tchéchénie** est devenue quasiment impossible pour les reporters russes et étrangers, en raison des entraves de l'armée russe et des risques d'enlèvement. Un correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) a été kidnappé en juillet.

Au **Liberia**, la reprise du conflit a eu des répercussions graves sur la liberté de la presse : deux journalistes ont été blessés par balles et des dizaines d'autres agressés ou enlevés. En **Côte-d'Ivoire**, la guerre civile larvée a entraîné de nombreuses atteintes à la liberté de la presse. On recense des dizaines de cas de journalistes arrêtés, agressés ou menacés.

En **Indonésie**, deux reporters ont été tués depuis la proclamation de la loi martiale en Aceh, au moins cinq autres ont été arrêtés et une vingtaine agressés ou visés par des tirs. Dans cette province séparatiste, les militaires verrouillent l'information et contrôlent l'activité des journalistes. Plusieurs correspondants étrangers, dont le journaliste américain William Nessen, ont été expulsés du pays pour s'être rendus dans cette région. De même au **Pakistan**, deux reporters du magazine français *L'Express* ont été arrêtés pour avoir réalisé un reportage dans une province frontalière de l'Afghanistan. Leur collaborateur pakistanaï est détenu au secret.

Bilan 2003	Tués	Agressés-Menacés	Interpellés	Censurés
Nord Afrique – Iran	1	20	152	81
Moyen-Orient	16	92	67	30
Afrique	2	149	144	103
Asie	16	609	187	193
Amériques	7	364	84	25
Europe	0	226	132	69
Total (+ année 2002)	42 (25)	1460 (1 420)	766 (692)	501(389)

Au **Soudan**, malgré des réformes institutionnelles, les forces de sécurité gardent la mainmise sur le traitement de la guerre civile. Elles ont ordonné, en 2003, la suspension de nombreux titres, dont le quotidien anglophone *Khartoum Monitor*.

### Internet sous surveillance

Cette année a vu la libération de plusieurs cyberdissidents, parmi lesquels un jeune Tunisien, Zouhair Yahyaoui, qui a passé plus d'un an en prison pour avoir ouvert un site satirique brocardant le président Zine El-Abidine Ben Ali. La jeune Liu Di, connue sur les forums de discussion chinois comme la « souris inoxydable », a été libérée après un an de détention au secret.

Malgré ces libérations, la **Chine** reste de loin la plus grande prison du monde pour les internautes. Six nouveaux cyberdissidents ont été emprisonnés cette année si bien qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2004, 48 internautes sont emprisonnés du fait de la redoutable efficacité de la cyberpolice chinoise (près de 30 000 fonctionnaires). Huang Qi, le webmaster du site *www.6-4tianwang.com*, est toujours détenu dans une prison de la province du Sichuan. Arrêté en juin 2000, il purge, dans des conditions extrêmement difficiles, une peine de cinq ans de prison pour avoir « tenté de renverser le pouvoir d'État ». La Chine s'est dotée de technologies de pointe pour surveiller le Réseau et traquer les cyberdissidents, des technologies qui lui sont souvent fournies par des entreprises étrangères comme Cisco System.

Le **Vietnam** suit l'exemple du grand frère chinois. Neuf cyberdissidents y sont emprisonnés. Selon les sources de Reporters sans frontières, le pays a mis en place un département de recherche en informatique, qui se consacre exclusivement à la création de logiciels de surveillance du Net « made in Vietnam ».

Outre la Chine et le Vietnam, on peut citer parmi les pays les plus répressifs en matière d'Internet : les **Maldives** (qui comptent 3 cyberdissidents emprisonnés), la **Birmanie**, la **Corée du Nord**, **Cuba** (des références à leur activité sur Internet sont présentes dans les actes d'accusations de la plupart des journalistes emprisonnés fin mars), l'**Arabie saoudite**, la **Tunisie** et plusieurs pays d'ex-URSS comme l'**Ouzbékistan** ou le **Turkménistan**.